

Communistes



04-11-2012

Les pays impérialistes pillent l'Afrique : l'exemple du Soudan

Le régime soudanais du général Omar El-Béchir est une des têtes de turc préférées de la soi-disant communauté internationale. Tous les leviers ont été utilisés pour en finir avec ce régime, essentiellement depuis sa rupture, au début des années 2000, avec le courant fasciste intégriste représenté par Hassan El Tourabi, dont les miliciens ont longtemps combattu le pouvoir dans le Darfour. Les arguments habituels ont été déversés par tonnes par l'ONU, la Cour Pénale Internationale, les ONG interventionnistes et tout un tas de gens dont on se demande ce qu'ils viennent faire en cette galère, comme l'acteur George Clooney. Le Soudan a été accusé de génocide au Darfour, afin de permettre une intervention militaire qui n'a finalement pas pu avoir lieu. En réalité, le Soudan est un des pays dont le sous-sol renferme le plus de pétrole en Afrique. Omar El Béchir a confié l'essentiel de l'exploitation et du raffinage à la Compagnie nationale chinoise ainsi qu'à la société malaise Pétronas, qui a beaucoup de liens financiers avec celle-ci. Les milices du Darfour, chargées de reconquérir pour Exxon, Mobil et compagnie le précieux territoire ont échoué, privées du soutien du Tchad, dont les dirigeants se méfient de plus en plus des USA et ont opéré un tournant à 180° en renouant avec la Chine, qui exploite désormais en partie leur pétrole. Restait donc, pour les impérialistes dominants, une seule porte d'entrée, le sud du Soudan. Cette région de l'Afrique est le théâtre d'un conflit qui dure depuis la fin des années 1950, souvent présenté uniquement comme un conflit à caractère religieux. Certes, des tensions confessionnelles ont toujours servi de toile de fond depuis la fin des années 1950 aux conflits entre le Nord, majoritairement musulman, et le Sud, dont la population est chrétienne ou animiste. Mais, lors des deux querres civiles (1955-1972 et 1983-2005), les miliciens du sud ont reçu des renforts et une aide militaire de l'Ouganda pour le premier conflit et des USA, via l'Ouganda dont les gouvernants sont, depuis le début des années 80, des féaux de l'Oncle Sam, pour le second. John Garang, colonel de l'armée soudanaise, chef historique des rebelles du sud a été formé militairement aux Etats-Unis ; il faut aussi évoquer une aide massive d'Israël. Pendant des décennies les Etats-Unis et Israël ont soutenu les forces sécessionnistes du Sud Soudan jusqu'à ce que, en 2005, le Nord et le Sud aient signé un accord, considéré par l'administration Bush comme un véritable triomphe en politique

extérieure. Mais Garang, devenu vice-président du Soudan, avait semble-t-il renoncé à l'autonomie ou l'indépendance du sud. Sa mort, en 2005, à bord de son hélicoptère, en revenant d'une visite au président ougandais Museveni, arrangeait bien les intérêts US. L'administration Obama a récolté les fruits de l'arrivée à la direction du mouvement sécessionniste d'un des leurs hommes liges : Salva Kiir. Après une victoire écrasante au referendum en janvier, le 9 juillet 2011, le Sud Soudan s'est autoproclamé indépendant. Un nouvel Etat est ainsi né, avec une superficie de plus de 600 000 km² (plus que la France) et à peine 8-9 millions d'habitants.

En se séparant du reste du pays, le Sud Soudan est entré en possession de 75% des réserves pétrolières soudanaises. C'est par contre le Nord qui possède l'oléoduc, à travers lequel le pétrole du Sud est transporté vers la Mer Rouge pour être exporté. D'où le contentieux entre les deux gouvernements sur la partition des revenus pétroliers, avivé par l'affrontement pour le contrôle d'une zone frontalière de plus de 1.500 Km, contrôle mené aussi par des groupes armés locaux. Dans tout cela, les Etats-Unis continuent à jouer un rôle clé. Le Sud Soudan est de plus en plus inséré dans le programme IMET (International Military Education and Training), géré par le Commandement Africa avec des fonds du Département d'état : c'est là que sont formés chaque année dix mille "leaders militaires et civils" africains, qui suivent des cours dans 150 écoles militaires étasuniennes. Simultanément, sous la régie de Washington, on est en train de mettre au point le projet d'un nouveau corridor énergétique qui, formé d'un oléoduc, d'une autoroute et d'une ligne de chemin de fer, permettra de transporter le pétrole depuis le Sud Soudan jusqu'au port kenyan de Lamu, en passant par l'Ouganda.

Avantages pour Washington: d'une part, en se débarrassant de l'oléoduc nord-soudanais, asséner un coup dur au pays, déjà affaibli par la perte des deux tiers des réserves pétrolifères, de façon à provoquer l'écroulement du gouvernement de Khartoum. D'autre part, marginaliser les compagnies chinoises et malaisiennes. La majeure partie de l'extraction du pétrole pourra ainsi être contrôlée par des compagnies étasuniennes et britanniques.

Le Sud Soudan n'a pas que du pétrole, mais aussi de riches gisements d'or, argent, diamants, uranium, chrome, tungstène, quartz qui restent à exploiter; et auxquels il faut ajouter environ 50 millions d'hectares de terres cultivables en utilisant l'abondante eau du Nil. Des affaires en or pour les multinationales, dont les intérêts sont assurés par le nouveau gouvernement de Juba dont la fiabilité est garantie non seulement par Washington mais aussi par Tel-Aviv. Fait significatif: le Sud Soudan ouvrira son ambassade à Jérusalem, en la reconnaissant ainsi comme capitale, et Israël "formera" des milliers de réfugiés sud-soudanais avant de les rapatrier. Le gouvernement parmi ses premiers actes, choisit l'anglais et non l'arabe comme langue officielle et demande à entrer dans le Commonwealth britannique. Aux ex-vieilles colonies s'en ajoute une nouvelle. Tout cela est enrobé dans la propagande habituelle, nous avons eu droit aux scènes touchantes de la fiction washingtonienne, comme le show d'Hillary Clinton, venue, les larmes aux yeux, pour exprimer la profonde préoccupation des Etats-Unis sur la crise humanitaire et ses nombreuses victimes dans la partie méridionale du Soudan.

Car le conflit pour le contrôle des champs pétrolifères a repris, les sudistes se sont emparés en avril de la zone de Heglig, appartenant au nord, qu'ils ont dû abandonner le mois suivant. Et la Chine ne lâche pas le morceau comme cela. D'ailleurs le gouvernement du Sud Soudan a besoin des impérialistes chinois, ne serait-ce que parce qu'ils exploitent toujours le pétrole sur place et aussi à cause des mannes que le gouvernement chinois distribue en Afrique. Il cherche donc à s'attirer les bonnes grâces de Pékin, qui lui a également tendu la main, annonçant récemment un prêt de 6 milliards d'euros sur deux ans pour que le pays finance des projets d'infrastructures (routes, pont, projets dans l'énergie hydroélectrique, l'agriculture et les télécommunications).

0 0 0

Prochainement : la situation en République démocratique du Congo (ex. Congo Belge).

www.sitecommunistes.org